

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service risques et installations classées de Paris et des Hauts-  
de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 29/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SECAN**

23 RUE DU 19 MARS 1962  
92230 GENNEVILLIERS

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement SECAN implanté 23 RUE DU 19 MARS 1962 92 230 GENNEVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 02/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté sur les conditions d'utilisation des produits contenant du chrome VI, substance soumise à autorisation au titre du règlement (CE) n° 1097/2006 dit REACH. L'exploitant est en effet un utilisateur aval de cette substance et a notifié auprès de l'ECHA, au titre de l'article 66 du règlement précité, cette utilisation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SECAN
- 23 RUE DU 19 MARS 1962 92230 GENNEVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0007402239
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

SECAN est une entreprise spécialisée dans la fabrication de composants pour l'industrie aéronautique et aérospatiale.

#### **Le thème de visite retenu est le suivant :**

- Produits chimiques - Autorisation REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Décision d'autorisation REACH	Autre du 18/12/2006, article 31, 56, 66	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Mesures de maîtrise des risques (autorisation REACH)	Autre du 18/12/2006, article 56	/	Lettre de suite préfectorale
Fiche de données de sécurité	Autre du 18/12/2006, article 31	/	Lettre de suite préfectorale
Stockage de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 18/10/2007, article 6.6.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est au fait de la procédure d'autorisation propre au règlement européen n°1907/2006 (dit REACH). Il lui appartiendra de s'assurer que les fiches de données de sécurité qui lui sont transmises sont à jour et que les produits chimiques dangereux soient stockés dans des locaux dédiés et uniquement accessibles aux personnes autorisées.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Décision d'autorisation REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement Européen « REACH » du 18/12/2006, article 31, 55, 56-1, 66
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, utilisation(s) autorisée(s)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 31 9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes : [...]b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée</p> <p>Article 55 Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.</p> <p>Article 56-1 1. Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf : a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ; ou b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à L'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ; ou c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou</p>

d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ; ou  
e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat.

#### Article 66

1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.

#### Constats :

L'exploitant déclare utiliser le mélange BONDERITE M-CR 1200 AERO contenant la substance trioxyde de chrome (CAS : 1333-82-0, CE: 215-607-8) soumise à autorisation, c'est-à-dire inscrite à l'annexe XIV du règlement (CE) n°1907/2006 dit règlement REACH.

Le trioxyde de chrome a été inclus à l'annexe XIV du règlement REACH le 17 avril 2013, avec une date d'expiration (date à partir de laquelle la mise sur le marché et l'utilisation de cette substance sont interdites) fixée au 21 septembre 2017.

L'exploitant transmet à l'inspection la fiche de données de sécurité étendue (FDS<sub>e</sub>) du 19 février 2019 de son fournisseur HENKEL, mentionnant le trioxyde de chrome comme substance extrêmement préoccupante sur la liste candidate en vue d'une inclusion à l'annexe XIV de REACH. Les scénarios d'exposition associés à cette FDS sont disponibles sur internet via le lien mentionné dans la FDS. L'inspection a consulté sur internet ces scénarios d'exposition, qui mentionnent la décision d'autorisation REACH C(2020) 8797 (REACH/20/18/17) du 18 décembre 2020 (détenteur PROSPERE CHEMICAL LOGISTIC) pour l'usage de traitement de surface, numéro retrouvé dans la notification d'utilisation faite auprès de l'agence européenne des produits chimiques (ECHA) par l'exploitant.

•

L'exploitant indique que le BONDERITE M-CR 1200 AERO est utilisé pour faire des retouches de peinture, à raison de 3 kits en 2021 et 4 kits en 2022, un kit contenant 3 petits flacons de 100-200ml.

**Remarque n°1 : l'inspection a constaté sur le site internet d'HENKEL la présence d'une FDS plus récente en date du 26 mai 2022. Cette FDS, tout comme la version de 2019, indique que le trioxyde de chrome est une substance extrêmement préoccupante (SVHC) au titre du règlement REACH mais ne fait pas mention de l'inclusion de la substance à l'Annexe XIV. Il appartient à l'exploitant de faire remonter cette incohérence à son fournisseur HENKEL.**

**Non-conformité n°1 : alors que l'exploitant a commandé le produit en 2021 et 2022, celui-ci n'a pas en sa possession de version à jour de la FDS faisant mention de la décision d'autorisation du trioxyde de chrome de 2020. L'exploitant indique que les produits sont parfois directement reçus par les services à l'origine des achats et que les FDS ne sont pas forcément transmises au service HSE. Il appartient à l'exploitant de mettre en place une organisation lui permettant de disposer des versions à jour des FDS des produits utilisés sur son site.**

L'exploitant déclare utiliser le mélange 7835 Peinture primaire contenant la substance chromate de strontium (CAS : 7789-06-2 ; CE : 232-142-6) soumise à autorisation. Le chromate de strontium a été inclus à l'annexe XIV du règlement REACH le 14 août 2014, avec une date d'expiration (date à partir de laquelle la mise sur le marché et l'utilisation de cette substance sont interdites) fixée au 22 janvier 2019.

L'exploitant transmet à l'inspection la fiche de données de sécurité étendue (FDS<sub>e</sub>) du 19 octobre 2020 de son fournisseur PPG, mentionnant les décisions d'autorisation n°REACH/20/07/17 et REACH/20/07/18 (détenteur PPG).

L'exploitant indique que le 7835 Peinture primaire est utilisé pour faire des retouches de peinture.

Un flacon de 100mL est présent en permanence sur le site.

**Non-conformité n°2 : l'exploitant n'a pas notifié à l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) l'utilisation de la substance chromate de strontium soumise à autorisation, alors que le produit est présent sur le site depuis plus de trois mois.**

L'exploitant déclare avoir arrêté l'utilisation du mélange MASTINOX 6856K JAUNE contenant la substance chromate de strontium (CAS : 7789-06-2 ; CE : 232-142-6) soumise à autorisation, un produit de substitution étant disponible. Néanmoins, l'exploitant indique garder ce mélange dans son fichier de suivi en cas de demande d'utilisation par des clients hors Europe.

Par ailleurs, l'exploitant identifie un mélange contenant la substance bisphénol A (CAS : 80-05-7 ; CE : 201-245-8) identifiée en tant que substance extrêmement préoccupante sur la liste candidate en vue d'une inclusion à l'annexe XIV de REACH. Or la FDS de 2019 du mélange indique que celui-ci ne contient pas de bisphénol A. En comparant avec d'anciennes FDS, il apparaît que le mélange contenait par le passé du bisphénol A mais que sa composition avait changé depuis, sans que le fichier de suivi de l'exploitant n'ait été mis à jour.

**Remarque n°2 : en lien avec la non-conformité n°1 sur les FDS, il appartient à l'exploitant de mettre en place une organisation lui permettant d'avoir des données de suivi des produits chimiques présents sur son site à jour.**

#### **Observations :**

Il est rappelé à l'exploitant que les décisions d'autorisation relatives aux substances à autorisation sont accordées pour une durée limitée et font l'objet d'un réexamen. Il convient donc que l'exploitant s'assure de son programme de substitution en cohérence avec les durées et réexamens précités.

La décision d'autorisation REACH/20/18/17 détenue par PROSPERE CHEMICAL LOGISTIC est valide jusqu'au 21 septembre 2024.

Les décisions d'autorisation REACH/20/07/17 et REACH/20/07/17 détenues par PPG sont valides jusqu'au 22 janvier 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Mesures de maîtrise des risques (autorisation REACH)

**Référence réglementaire :** Autre du 18/12/2006, article 56-2

**Thème(s) :** Produits chimiques, respect des conditions de la décision d'autorisation

#### **Prescription contrôlée :**

Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.

#### **Constats :**

TRIOXYDE DE CHROME

La FDS étendue du BONDERITE M-CR 1200 AERO se réfère à la décision d'autorisation REACH C(2020) 8797 (REACH/20/18/17) du 18 décembre 2020 (détenteur PROSPERE CHEMICAL LOGISTIC) pour l'usage de traitement de surface pour des applications dans les industries aéronautique et

aérospatiale, sans lien avec le chromage fonctionnel ou le chromage fonctionnel à caractère décoratif, lorsque l'une des fonctionnalités essentielles suivantes est nécessaire pour l'utilisation prévue: résistance à la corrosion/inhibition de la corrosion active, résistance chimique, dureté, promotion de l'adhérence (adhérence à un revêtement ou à une peinture ultérieure), résistance à la température, résistance à la fragilisation, résistance à l'usure, propriétés de surface empêchant le dépôt d'organismes, épaisseur de la couche, flexibilité et résistivité.

L'autorisation REACH C(2020) 8797 (REACH/20/18/17) prévoit entre autres les conditions d'utilisation spécifiques suivantes :

Article 2.6 : programmes de surveillance du chrome (VI)

- programmes annuels de surveillance de l'air concernant l'exposition professionnelle au chrome (VI) ;
- programmes annuels de surveillance des émissions de chrome (VI) dans les eaux usées et l'air provenant de la ventilation par aspiration locale.

L'exploitant transmet à l'inspection le « rapport de contrôle de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques dangereux dans l'atmosphère des lieux de travail » de juillet 2021. Celui-ci comprend des mesures de « Chrome (métal), composés de chrome inorganiques (II) et composés de chrome inorganiques (insolubles) (III) » mais pas de mesures liées au chrome (VI).

**Non-conformité n°3 : il appartient à l'exploitant de réaliser la surveillance annuelle de l'air concernant l'exposition professionnelle au chrome (VI) et de transmettre le rapport associé à l'inspection des ICPE.**

L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de « mesures des émissions atmosphériques » de juillet 2021. La valeur mesurée de chrome (VI) au niveau de l'installation Alodine (seul endroit où est utilisé le BONDERITE M-CR 1200 AERO) est inférieure à la valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques du chrome (VI) définie dans l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2014 relatif à l'installation.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas de rejet de BONDERITE M-CR 1200 AERO dans les eaux usées : l'eau utilisée pour rincer les pinceaux est récupérée dans un bidon, qui est ensuite géré en tant que déchet dangereux.

Article 2.9 : transmission des résultats des contrôles annuels à l'ECHA

*Les utilisateurs en aval mettent à la disposition de l'Agence les informations recueillies dans le cadre des programmes de surveillance visés à l'article 2.6.*

L'exploitant déclare ne pas avoir transmis les informations visées à l'ECHA.

**Non-conformité n°4 : en lien avec la non-conformité n°3, il appartient à l'exploitant de transmettre les résultats de la surveillance annuelle de l'air concernant l'exposition professionnelle au chrome (VI), lorsque celle-ci aura été réalisée. Il appartient aussi à l'exploitant de transmettre à l'ECHA les résultats de la surveillance des émissions de chrome (VI) dans l'air provenant de la ventilation par aspiration locale.**

Le scénario d'exposition « 25 - Traitement de surface au CrO3 par retouche au pinceau (sans courant électrique) » de la FDS étendue du BONDERITE M-CR 1200 AERO définit entre autre les conditions d'utilisation suivantes :

« - Hotte aspirante fixe (réduction de 90,00 %) »

- Protection respiratoire : Oui [APF 30] [Efficacité d'inhalation : 96,67 %]

- Toutes les personnes effectuant ces opérations doivent être informées des risques liés au travail avec du trioxyde de chrome, de la manière sûre de manipuler le trioxyde de chrome et de l'utilisation des EPI et d'autres équipements de contrôle. Les travailleurs doivent être correctement formés et équipés pour s'acquitter de leurs fonctions, et pour y mettre fin en toute sécurité au besoin.

- exposition inférieure à 3h/jour »

L'exploitant indique qu'une retouche de peinture dure moins de 15 minutes et qu'au maximum 5 pièces sont traitées par jour. Les utilisateurs de BONDERITE M-CR 1200 AERO reçoivent une formation lors de l'arrivée au poste. La dernière formation à la prévention des risques a eu lieu le 21 mars 2022 et a concerné la dernière personne arrivée sur ce poste de travail. L'exploitant indique que les retouches ont lieu sous hotte aspirante fixe, avec port de gants et de lunettes. Il n'y a pas de port de protection respiratoire.

**Non-conformité n°5 : il appartient à l'exploitant de mettre des protections respiratoires à disposition de son personnel.**

#### CHROMATE DE STRONTIUM

La FDS étendue du 7835 Peinture primaire se réfère à la décision d'autorisation REACH C(2020) 2076 (REACH/20/07/17 et REACH/20/07/18) du 18 décembre 2020 (détenteur PPG) pour l'usage de formulation de mélanges destinés exclusivement aux usages portant les numéros d'autorisation REACH/20/7/10 à REACH/20/7/19.

L'autorisation REACH C(2020) 2076 (REACH/20/07/17 et REACH/20/07/18) prévoit entre autres les conditions d'utilisation spécifiques suivantes :

Article 2.8 : programmes de surveillance du chrome (VI)

- programmes annuels de surveillance de l'air concernant l'exposition professionnelle au chrome (VI) ;
- programmes annuels de surveillance de l'exposition par inhalation au chrome (VI) par échantillonnage, en combinaison avec une bio-surveillance post-travail pour le chrome ;
- programmes annuels de surveillance des émissions de chrome (VI) dans les eaux usées et l'air provenant de la ventilation par aspiration locale.

L'exploitant transmet à l'inspection le « rapport de contrôle de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques dangereux dans l'atmosphère des lieux de travail » de juillet 2021. Celui-ci comprend des mesures de « Chrome (métal), composés de chrome inorganiques (II) et composés de chrome inorganiques (insolubles) (III) » mais pas de mesures liées au chrome (VI).

**Non-conformité n°3 (répétition) : il appartient à l'exploitant de réaliser la surveillance annuelle de l'air concernant l'exposition professionnelle au chrome (VI) et de transmettre le rapport associé à l'inspection des ICPE.**

L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de « mesures des émissions atmosphériques » de juillet 2021. La valeur mesurée de chrome (VI) au niveau de l'installation Alodine (seul endroit où est utilisé le 7835 Peinture primaire) est inférieure à la valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques du chrome (VI) définie dans l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2014.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas de rejet de BONDERITE M-CR 1200 AERO dans les eaux usées : l'eau utilisée pour rincer les pinceaux est récupérée dans un bidon, qui est ensuite géré en tant que déchet dangereux.

Article 2.9 : transmission des résultats des contrôles annuels à l'ECHA

*Les utilisateurs en aval mettent à la disposition de l'Agence les informations recueillies dans le cadre des programmes de surveillance visés à l'article 2.6.*

L'exploitant déclare ne pas avoir transmis les informations visées à l'ECHA.

**Non-conformité n°4 (répétition) : en lien avec la non-conformité n°3, il appartient à l'exploitant de transmettre les résultats de la surveillance annuelle de l'air concernant l'exposition professionnelle au chrome (VI), lorsque celle-ci aura été réalisée. Il appartient aussi à l'exploitant de transmettre à l'ECHA les résultats de la surveillance des émissions de chrome (VI) dans l'air provenant de la ventilation par aspiration locale.**

Article 3

*Les utilisateurs en aval incluent dans la notification à l'Agence conformément à l'article 66, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1907/2006 une explication des principales fonctionnalités du trioxyde de chrome énumérées à l'article 1<sup>er</sup> qui sont nécessaires à leur utilisation, y compris une justification de la raison pour laquelle ces fonctionnalités clés sont nécessaires à cette utilisation.*

**Non-conformité n°6 : en lien avec la non-conformité n°2, il appartient à l'exploitant d'indiquer dans sa notification à l'ECHA les principales fonctionnalités du 7835 Peinture primaire.**

La FDS étendue du 7835 Peinture primaire demande le port d'un appareil de protection respiratoire. L'exploitant indique que comme pour le BONDERITE M-CR 1200 AERO, les retouches au 7835 Peinture primaire ont lieu sous hotte aspirante fixe, avec port de gants et de lunettes. Il n'y a pas de port de protection respiratoire.

**Non-conformité n°5 (répétition) : il appartient à l'exploitant de mettre des protections respiratoires à disposition de son personnel.**

**Observations :** /

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Fiche de données de sécurité

**Référence réglementaire :** Autre du 18/12/2006, article 31

**Thème(s) :** Produits chimiques, disponibilité et contenu des fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.

6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;
- 16) autres informations.

8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.

9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes : a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles.

**Constats :**

L'inspection a consulté par échantillonnage les FDS de deux produits :



- pour l'acide fluorhydrique, la FDS fournie est bien en français et comporte l'ensemble des rubriques requises par l'article 31 du règlement REACH ;
- pour le BONDERITE C-IC DEOXML 2310, l'exploitant dispose d'une FDS de 2015 en français et une de 2018 en anglais. Les deux versions de 2015 et 2018 comportent l'ensemble des rubriques requises par l'article 31 du règlement REACH. Il est à noter qu'une FDS plus récente de 2021 est disponible sur le site internet du fournisseur HENKEL. Une comparaison des différentes FDS montre qu'entre 2018 et 2021, l'un des trois composants du BONDERITE C-IC DEOXML 2310 a changé : passage de l'ammonium bifluoride (CAS 1341-49-7, CE 215-676-4) à l'acide hydrofluorique (CAS 7664-39-3, CE 231-634-8).

**Remarque n°3 : en lien avec la non-conformité n°1, il appartient à l'exploitant de s'assurer que les versions de FDS en sa possession sont cohérentes avec les dates de commande des produits chimiques.**

En pratique, l'exploitant indique que les FDS sont disponibles sur l'intranet de l'établissement et accessibles via les postes informatiques présents sur chaque îlot de travail.

**Observations :** /

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Stockage de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2007, article 6.6.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 6.6.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES  Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Cette condition s'applique également aux cuves de traitement des ateliers de traitement de surface. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible. Les réserves de substances toxiques (HF, chrome ) sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux ne doivent pas contenir de produits incompatibles entre eux. Ils doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur. Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de produits toxiques . Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires à l'ajustement de la composition des bains.
<b>Constats :</b>  Les produits chimiques dangereux sont stockés dans un local dédié fermé, avec un accès par badge. Seuls les badges des personnes autorisées permettent l'ouverture de la porte d'accès à ce local. Cependant, ce local dispose aussi de portes donnant sur les pièces de bains de traitement et sur la zone de stockage divers, ouvertes le jour de l'inspection. L'inspection a constaté l'absence de système de verrouillage sur ces portes. Ainsi, toute personne peut accéder au local de stockage par ce biais. L'inspection a constaté que les produits dangereux étaient rangés dans ce local sur des rétentions et étaient séparés par type de produits, avec un affichage des symboles de dangers.  En dehors du local de stockage, les produits utilisés en petite quantité sont rangés dans des armoires disposées au niveau des zones de travail. Notamment, le BONDERITE M-CR 1200 AERO est rangé dans l'armoire de la zone Alodine. Le stockage se fait sur rétention, mais les armoires ne sont pas verrouillées.  L'inspection a constaté pour certains produits la présence de zones de stockages en accès libre près des bains de traitement. Sont notamment concernés le BONDERITE C-IC DEOXML 2310, l'acide fluorhydrique, l'acide nitrique et l'Alubraze 560E.  <b>Non-conformité n°7 : il appartient à l'exploitant de s'assurer que les produits dangereux soient stockés dans des lieux dédiés, à l'abri de l'humidité, et uniquement accessibles aux personnels nommément désignés et spécialement formés.</b>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale